

Convention collective nationale

IDCC : 218 | **ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE**
(8 février 1957)

Avenant du 14 octobre 2019

au protocole d'accord du 11 juin 1982
relatif aux conditions de travail

NOR : ASET2050757M

IDCC : 218

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UCANSS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FEC FO ;

CFDT PSTE ;

SNFOCOS,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

L'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales, a modifié les dispositions relatives à la représentation du personnel dans les entreprises, en mettant fin à l'existence légale de 3 instances : les délégués du personnel, les comités d'entreprise, et les comités d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail.

Parallèlement, une nouvelle instance a été créée : le comité social et économique.

Afin de permettre à la représentation du personnel d'exercer, au sein des organismes du régime général de la sécurité sociale, ses attributions dans les meilleures conditions, une mise à jour des dispositions du protocole d'accord du 11 juin 1982 portant accord-cadre sur les conditions de travail du personnel des organismes de sécurité sociale et de leurs établissements est apparue nécessaire, afin d'intégrer cette nouvelle architecture.

Tel est l'objet du présent avenant.

Article 1^{er} | Modification du protocole d'accord du 11 juin 1982 portant accord-cadre sur les conditions de travail du personnel des organismes de sécurité sociale et de leurs établissements

Le 9^e alinéa du préambule du protocole d'accord est ainsi rédigé :

« Dans cette tâche, suivant les termes mêmes de la loi, le directeur devra pouvoir compter sur la coopération du comité social et économique pour l'amélioration des conditions d'emploi et de travail, ainsi que les conditions de vie du personnel au sein de l'organisme ».

Les 3^e et 4^e alinéas du titre I^{er} sont ainsi rédigés :

« En tenant compte de la nature de l'activité de l'organisme ou de la vocation sociale ou sanitaire de l'établissement, le directeur doit recenser toutes les obligations qui pèsent sur ces organismes et établissements et en informer le comité social et économique. Il doit veiller à appliquer les dispositions concernant tout particulièrement les mesures générales d'hygiène (locaux affectés au travail, installations sanitaires...), la prévention des accidents, la prévention des incendies, les soins d'urgence, la médecine du travail (services médicaux et sociaux du travail), l'hygiène dans les établissements recevant du public, et en général la sécurité dans les immeubles de toute nature.

Le comité social et économique sera tenu informé des études ergonomiques portant sur l'utilisation généralisée de matériels dits de bureautique ou de télématique ».

Le 6^e alinéa du titre I^{er} est ainsi rédigé :

« Les membres du comité social et économique bénéficieront d'une formation appropriée en matière de santé, sécurité et conditions de travail, financée par l'employeur dans les conditions posées par le code du travail ».

Les alinéas allant du 8^e au 15^e du titre I^{er} sont abrogés.

Les 6^e et 7^e alinéas du titre II sont ainsi rédigés :

« Le comité social et économique et le médecin du travail sont informés et consultés sur les recherches, études et réalisation, relevant notamment de l'utilisation des techniques d'informatique dans l'organisme.

À cet effet, le directeur indiquera au comité social et économique les conséquences prévisibles de chaque application ».

Les alinéas allant du 4^e au 6^e du « 1. Concertation avec tout le personnel » du titre III sont ainsi rédigés :

« À cet effet, il appartient au directeur de chaque organisme de fournir au comité social et économique, dans des délais suffisants pour en permettre l'examen, les documents permettant à ses membres d'être informés et consultés pour les attributions qu'il a à exercer.

Le directeur communique une fois par trimestre, au comité social et économique des informations sur l'activité, la production, l'évolution générale du volume de travail, la situation de l'emploi dans l'organisme ou l'établissement. Il informe le comité des mesures envisagées en ce qui concerne l'amélioration, le renouvellement ou la transformation de l'équipement ou des méthodes de production et d'exploitation et de leurs incidences sur les conditions de travail et d'emploi.

Chaque année, dans les organismes où il est requis, un rapport spécifique dit "bilan social", sur l'évolution du travail et les perspectives d'évolution de l'organisme ou de l'établissement et notamment sur les projets à moyen et à long terme, est pré-

senté au comité social et économique. En outre, le comité social et économique est consulté sur les mesures de nature à affecter le volume et la structure des effectifs, les horaires, les règlements intérieurs, la formation professionnelle ».

Le 2^e alinéa du « 2. Concertation avec l'encadrement » du titre III du protocole d'accord est ainsi rédigé :

« Le directeur recourra le plus fréquemment et le plus largement possible à la concertation avec les cadres et leurs représentants ».

Le 4^e alinéa du « 2. Concertation avec l'encadrement » du titre III du protocole d'accord est ainsi rédigé :

« Il importe également, en vue d'assurer l'information complète du personnel, de créer les conditions propres à éviter les interférences entre les circuits hiérarchiques d'information, d'une part, et ceux des représentants du personnel, et notamment du comité social et économique, d'autre part ».

Le 5^e alinéa du « a) Dispositions générales » du titre IV du protocole d'accord est ainsi rédigé :

« Cette organisation du temps de travail permettra en outre un assouplissement de la répartition du temps de travail selon des dispositions particulières à prendre entre le directeur et les agents qui l'accepteront, sous réserve des attributions normales du comité social et économique ».

Le 4^e alinéa de la partie « Tableau de service » du « b) Dispositions particulières aux agents des établissements » du protocole d'accord est ainsi rédigé :

« Les règles d'établissement du tableau de service sont portées à la connaissance du comité social et économique dans le cadre normal de ses attributions ».

Article 2 | Dispositions transitoires

Dans les organismes qui ne sont pas encore pourvus d'un comité social et économique, les dispositions abrogées, ou modifiées, par le présent accord, demeurent applicables dans leur ancienne rédaction jusqu'à la mise en place de cette instance.

Article 3 | Dispositions diverses

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il peut être révisé ou dénoncé dans les conditions posées par le code du travail.

Il s'applique sous réserve de son agrément par les autorités de tutelle et ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur.

Fait à Montreuil, le 14 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)